

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1483

24 mai 2016

SOMMAIRE

AlpInvets Secondaries Fund (Lux Euro Feeder) VI SCSp	71183	KPMG Services	71179
Bain Capital Everest Manager Holding SCA	71143	Krealux S.à r.l.	71147
Bakeries International Luxembourg S.A.	71142	Kustermann (Balanstrasse) S.à r.l.	71146
Berlys Aviation S.A.	71146	NW FP 2 S.à r.l.	71145
Berlys Capital	71145	Play Holdings 1 S.à r.l.	71145
Blind Brook Global Holdings S.à r.l.	71143	Premium Select Lux S.A.	71140
Broc S.A.	71144	Premium Select Lux S.A.	71139
C.A.S. Services S.A.	71145	PRO-Consulting	71140
CDS Investments S.à r.l.	71169	Pro-Pose BC S.à r.l.	71139
Danske Bank International S.A.	71148	PURetail Luxembourg Management Company S.à r.l.	71140
Digital Services Holding X S.à r.l.	71144	RE Orthopedics S.à r.l.	71138
Dimmi Si Belval S.A.	71148	Rina Re S.A.	71184
D.O.L.P. S.A.	71144	Robert Half Holding S. à r. l.	71138
Elliot S.A.	71143	ROLLINGER Toiture	71138
F.C.S. S.A.	71146	Samara Capital Corporation S. à r.l.	71138
Fideres Capital I SCSp	71141	Signal Credit Opportunities (Lux) Investco II S.à r.l.	71139
Fiduciaire Comptable LUCIEN FUNCK s.à.r.l.	71141	Silvertower 1 S.à r.l.	71139
Financière Parvilla II	71141	Silvertower 2 S.à r.l.	71140
Fortune Real Estate	71184	SIS Brasil Exploit	71147
Gedeon S.A.	71142	Sky (Cologne) Propco S.à r.l.	71160
Goodman Shadow Logistics (Lux) S.à r.l.	71160	Swiss Real Estate Performance S.C.A. SICAV-SIF	71159
Infracapital F2 Rift S.à r.l.	71142	Swiss Real Estate Performance S.C.A. SICAV-SIF	71149
InnoVista Sensors Luxembourg S.à r.l.	71142	Tsynergie Investment LTD., S.à.r.l.	71147
Institut Lisa Tsipkin, S.A.	71141		

RE Orthopedics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 153.275.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 16 décembre 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

Notaire

Référence de publication: 2016077447/13.

(160042659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

ROLLINGER Toiture, Société Anonyme.

Siège social: L-7333 Steinsel, 70, rue des Prés.
R.C.S. Luxembourg B 117.653.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette.

Jean-Paul MEYERS

Le notaire

Référence de publication: 2016077452/12.

(160042538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Samara Capital Corporation S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 113.650.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte des résolutions prises par l'associée unique en date du 26 février 2016 que la clôture de la liquidation a été prononcée, que la cessation définitive de la société a été constatée et que le dépôt des livres sociaux pendant une durée de cinq ans à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été ordonné.

Luxembourg, le 9.3.2016.

Pour avis sincère et conforme

Pour Samara Capital Corporation S.à r.l. (en liquidation)

Un mandataire

Référence de publication: 2016077456/15.

(160042745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Robert Half Holding S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 122.953,00.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 134.472.

EXTRAIT

Le gérant de catégorie C, Exeutive Partners S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois immatriculée au Registre de Commerce et des Société sous le numéro B174367, a transféré son siège social au 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Robert Half Holding S.à r.l.

Référence de publication: 2016077441/14.

(160042518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Signal Credit Opportunities (Lux) Investco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 201.180.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 15 décembre 2015.

Pour statuts coordonnés
Maître Jacques KESSELER
Notaire

Référence de publication: 2016077457/13.

(160042149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Silvertower 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35F, Avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 191.369.

Extrait du procès-verbal des résolutions des Associés prises en date du 7 Mars 2016

Les associés de Silvertower 1 S.à r.l. (la «Société») ont décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

* Monsieur Kiman Nam en tant que gérant de catégorie A de la Société à partir du 7 Mars 2016;

- De nommer:

* Madame Jean Lee, née en Corée du Sud, le 11 Mai 1977, demeurant professionnellement à 19f, Samsung Life Insurance Bldg #55. Sejong St. Jung Gu, Seoul, Korea 100-716, en tant que gérant de catégorie A de la Société à partir du 7 Mars 2016, pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016077459/17.

(160042506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Premium Select Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 72.658.

Mit Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung vom 13.07. 2015 der PREMIUM SELECT LUX S.A. (B72658) mit Sitz in 4a, rue Albert Borschette, 1246 Luxembourg wurde

- Françoise, Yvonne, Bernadette Michels, geb. am 06.04.1970 in Saint-Avold, Frankreich, 4a, rue Albert Borschette, 1246 Luxembourg

zum Mitglied des Verwaltungsrats und als Geschäftsführenden Verwaltungsrat der PREMIUM SELECT LUX S.A. bestellt bis zur ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2017.

Référence de publication: 2016077421/13.

(160042419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Pro-Pose BC S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4823 Rodange, 2/69, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 153.151.

Les statuts coordonnés de la société, rédigés en suite de l'assemblée générale du 25.02.2016, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Capellen, le 09.03.2016.

Référence de publication: 2016077423/11.

(160042311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Premium Select Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 72.658.

Mit Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung vom 13.07. 2015 der PREMIUM SELECT LUX S.A. (B 72658) mit Sitz in 4a, rue Albert Borschette, 1246 Luxembourg wurde

Renato Viero, geb. am 21.10.1979 in Marostica, Italien,

4a, rue Albert Borschette, 1246 Luxembourg

als Mitglied des Verwaltungsrates der PREMIUM SELECT LUX S.A. und als Geschäftsführender Verwaltungsrat abberufen.

Référence de publication: 2016077420/13.

(160042419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

PRO-Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3327 Crauthern, 8, Z.I. Am Bruch.

R.C.S. Luxembourg B 180.507.

Décisions des associés en date du 07 mars 2016

Les associés décident d'acter l'unique résolution, de transférer le siège social de la Société à L - 3327 Crauthern - 8, Z.I. Am Bruch, à compter du 07 mars 2016.

Luxembourg, le 07 mars 2016.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2016077422/14.

(160042887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

PURetail Luxembourg Management Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 80, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 160.067.

En date du 3 mars 2016, M. Michael Lange a démissionné de son poste d'administrateur de la société à responsabilité limitée, PURetail Luxembourg Management Company, avec date d'effet le 3 mars 2016.

Luxembourg, le 9 mars 2016.

Référence de publication: 2016077426/10.

(160042482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Silvertower 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35F, Avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 191.346.

Extrait du procès-verbal des résolutions des Associés prises en date du 7 Mars 2016

Les associés de Silvertower 2 S.à r.l. (la «Société») ont décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

* Monsieur Kiman Nam en tant que gérant de catégorie A de la Société à partir du 7 Mars 2016;

- De nommer:

* Madame Jean Lee, née en Corée du Sud, le 11 Mai 1977, demeurant professionnellement à 19f, Samsung Life Insurance Bldg #55. Sejong St. Jung Gu, Seoul, Korea 100-716, en tant que gérant de catégorie A de la Société à partir du 7 Mars 2016, pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016077460/17.

(160042505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Fideres Capital I SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 196.822.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il est porté à la connaissance du public qu'en date du 31 décembre 2015 les associés de la Société ont décidé en conformité avec l'article 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales de dissoudre et liquider la Société.

Les livres et documents sociaux seront conservés pendant cinq ans à l'adresse suivante:
STEFFEN HENNIG, Scharderhohlweg 16, 61462 Königstein, République Fédérale d'Allemagne.

Luxembourg, le 9 mars 2016.

Un mandataire

Référence de publication: 2016077867/14.

(160043605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Fiduciaire Comptable LUCIEN FUNCK s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9538 Wiltz, 1, Gruberbeerig.
R.C.S. Luxembourg B 95.962.

Il résulte d'une Assemblée générale extraordinaire tenue en date du 1^{er} février 2016, que le siège social de la société a été transféré de son adresse actuelle

L - 9519 WILTZ 2, rte. d'Ettelbruck
à l'adresse suivante:

L - 9538 WILTZ 1, Gruberbeerig

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016077868/13.

(160043103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Financière Parvilla II, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 89A, rue Pafebruch.
R.C.S. Luxembourg B 186.385.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette.

Jean-Paul MEYERS

Le notaire

Référence de publication: 2016077871/12.

(160043515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Institut Lisa Tsipkin, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 142.612.

—
Extrait des résolutions prises par les actionnaires

En date du 08 mars 2016, les actionnaires ont décidé de nommer en tant que commissaire aux comptes (en remplacement de la société Audiex S.A.) la société Osiris Group Services Ltd, immatriculée au registre de commerce des Iles Vierges Britanniques sous le numéro 1520050 et ayant son siège social au 4^{ème} étage, Palm Grove House, Road Town, Tortola VG1110 (British Virgin Island), jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se prononcera en 2016 sur les comptes de la société au 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2016077962/15.

(160043651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Gedeon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5610 Mondorf-les-Bains, 21, avenue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 105.011.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 27 janvier 2016.

Pour statuts conformes

Référence de publication: 2016077908/11.

(160043113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Infracapital F2 Rift S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 169.380.

—
Veuillez noter que l'adresse de l'associé Infracapital F2 Rift Holdings S.à r.l. société à responsabilité limitée, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n° B169366, est au 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg avec date effet au 10 mars 2014.

Luxembourg, le 10/03/2016.

Pour avis sincère et conforme

Infracapital F2 Rift S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016077949/14.

(160043349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

InnoVista Sensors Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 182.766.

—
Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette.

Jean-Paul MEYERS

Le notaire

Référence de publication: 2016077950/12.

(160043604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Bakeries International Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 24.191.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle du 29 décembre 2015

- Les mandats d'Administrateurs de Monsieur Edmond MULLER, administrateur, demeurant professionnellement au 17, route de Kahler, L-8380 Kleinbettingen, de Monsieur Marko PARIK, administrateur, demeurant professionnellement au 363/12 Pokojna, Dejvice, CZ- 160 00-6 Prague et de Monsieur Mark MARTIN, administrateur, demeurant professionnellement au 38 Zitomirska, CZ-101 00 Prague ainsi que le mandat de Commissaire aux Comptes de la société FIN-CONTROLE S.A., Société Anonyme, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Kroll, Bâtiment F, L-1882 Luxembourg sont reconduits avec effet au 4 juin 2015 pour une nouvelle période statutaire de 6 ans. Ils viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2021.

Certifié sincère et conforme

BAKERIES INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2016079175/17.

(160045497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Bain Capital Everest Manager Holding SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 153.537.

Extrait des résolutions circulaires du conseil de gérance de Bain Capital Everest Manager, agissant en sa qualité d'actionnaire commandité de la Société, datées du 20 novembre 2014

Monsieur Aurélien Vasseur, dont l'adresse professionnelle se situe au 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, a été nommé en tant que représentant permanent de l'actionnaire commandité de la Société avec effet au 20 novembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Bain Capital Everest Manager Holding S.C.A.

Un Mandataire

Référence de publication: 2016079174/14.

(160045344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Blind Brook Global Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.002,00.

Siège social: L-1282 Luxembourg, 1, rue Hildegard von Bingen.

R.C.S. Luxembourg B 168.198.

Suite aux résolutions du conseil de gérance de la Société en date du 7 mars 2016:

L'adresse du siège de la Société a été modifiée et est devenue 1, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg au lieu de 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg à partir du 1^{er} janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Blind Brook Global Holdings S.à r.l.

Domenico Latronico

Gérant de classe B

Référence de publication: 2016079179/15.

(160045292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Elliot S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3473 Dudelange, 13, an der Foxenhiel.

R.C.S. Luxembourg B 38.415.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire qui s'est déroulée au siège social à Dudelange, le 18 janvier 2016 à 10.00 heures.

Les actionnaires de la société 'ELLIOT S.A.', représentant l'intégralité du capital social, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1) le mandat des administrateurs est reconfirmé et renouvelé:

- Monsieur Fernando PASCOLINI demeurant à L-3473 DUDELANGE, 13, An der Foxenhiel

- Madame Britt MUNSONIUS demeurant à L-3473 DUDELANGE, 13, An der Foxenhiel

- Monsieur Philippe AULNER demeurant à L-3543 DUDELANGE, 22 rue Pasteur

2) le mandat de l'administrateur-déléguée est reconfirmé et renouvelé:

- Madame Britt MUNSONIUS demeurant à L-3473 DUDELANGE, 13, An der Foxenhiel

3) le mandat du commissaire aux comptes est reconfirmé et renouvelé:

- La société "Bureau MODUGNO s.à r.l.", ayant son siège social à L-3313 BERGEM, 130, Grand-Rue (R.C.S. Luxembourg B 35889).

4) Le mandat des administrateurs, de l'administrateur-déléguée et du commissaire aux comptes, prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2022 statuant sur les comptes de l'exercice 2021.

Dudelange, le 18 janvier 2016.

Les Actionnaires

Référence de publication: 2016079328/25.

(160044994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

D.O.L.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 132.343.

—
Extrait de la décision prise par l'administrateur unique du 8 mars 2016

L'administrateur unique décide le transfert du siège social au 127, Rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg à la date du 22 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 8 mars 2016.

Référence de publication: 2016079266/13.

(160045407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Digital Services Holding X S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 184.744.

—
Monsieur Julien DE MAYER a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 14 mars 2016.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais de la manière suivante:

- Monsieur Christian SENITZ, gérant de catégorie A
- Monsieur Ulrich BINNINGER, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mars 2016.

Digital Services Holding X S.à r.l.

Référence de publication: 2016079268/15.

(160045577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Broc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 105.135.

—
Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 15 mars 2016

L'Actionnaire Unique décide de renouveler le mandat des Administrateurs et du Commissaires aux comptes.

Est renommé Administrateur catégorie A:

- Madame Giulia Ussani d'Escobar, Juriste, avec adresse professionnelle à Via Colli della Farnesina, 110, 100193 Rome (Italie);

Est renommé Administrateur catégorie B:

- M. Federigo Cannizzaro di Belmontino, Directeur de société, avec adresse professionnelle au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg;

- M. Jean-Marc Debaty, Directeur de société, avec adresse professionnelle au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg;

Est renommée Commissaire aux comptes:

Luxembourg International Consulting S.A, en abrégé Interconsult avec siège social à L-2227 Luxembourg - 11, Avenue de la Porte Neuve.

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2022.

Luxembourg, le 15 mars 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2016079190/26.

(160045668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

C.A.S. Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 68.168.

Une liste des fondés de pouvoirs de la Société CAS Services S.A. en fonction au 11 Mars 2016 a été déposée au registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CAS Services S.A.

Signature

Référence de publication: 2016079220/12.

(160044777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

NW FP 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 197.882.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 1^{er} octobre 2015

Il résulte des décisions prises par l'Associé unique en date du 1^{er} octobre 2015 que:

- Monsieur Wilhelmus Casparus Petrus Jongman, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, né le 10 juillet 1972 à Assen (Pays-Bas) a été nommé en tant que gérant B de la Société avec date effective au 1^{er} Octobre 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Référence de publication: 2016077375/13.

(160042804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Play Holdings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.510,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 183.758.

Par résolutions prises en date du 4 mars 2016, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission d'Ingrid Moinet, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

2. Nomination d'Annick Clérinx, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2016.

Référence de publication: 2016077397/14.

(160042631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Berlys Capital, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 55.428.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 9 mars 2016

Le siège social est transféré au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

Acceptation de la démission de Madame Nadine LAMBALLAIS en tant que Gérant B.

Acceptation de la nomination comme nouveau Gérant B, à partir de ce jour, de Madame Nathalie PRIEUR, née le 08/04/1967 à Trèves (Allemagne), demeurant professionnellement au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

Acceptation de la démission de la société PRICEWATERHOUSECOOPERS en tant que Réviseur d'Entreprises agréé.

Pour la société

BERLYS CAPITAL S.à.r.l.

Référence de publication: 2016078392/15.

(160044311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Berlys Aviation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 98.465.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 9 mars 2016

Le siège social est transféré au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

Acceptation de la démission de Monsieur Dominique MOINIL en tant qu'Administrateur B.

Acceptation de la nomination comme nouvel Administrateur B, à partir de ce jour, de:

- Madame Nathalie PRIEUR, née le 08/04/1967 à Trèves (Allemagne), demeurant professionnellement au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

Leur mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Pour la société

BERLYS AVIATION S.A.

Référence de publication: 2016078407/16.

(160044294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

F.C.S. S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 96.692.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 3 mars 2016, le Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, VI^{ème} chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu Monsieur le Juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société suivante:

- Société anonyme F.C.S. S.A., dont le siège social à L-1233 Luxembourg, 6, rue Jean Bertholet, a été dénoncé en date du 21 janvier 2010;

Ce même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

Pour Me Isabelle FERAND, emp

Me CALMON

Le liquidateur

Référence de publication: 2016078566/17.

(160044578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Kustermann (Balanstrasse) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 72.158,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 199.893.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 4 mars 2016

L'associé unique de la Société a décidé en date du 4 mars 2016:

- d'accepter la démission de Monsieur Ian Gear de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat; et

- de nommer Monsieur Mark Hatcher gérant de la Société, demeurant professionnellement au 10 New Burlington Street W1S 3BE, Londres, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée

Depuis le 4 mars 2016, le conseil de gérance de la Société se compose donc comme suit:

- Madame Damien Schuind, gérant;

- Monsieur Fabrice Huberty, gérant; et

- Monsieur Mark Hatcher, gérant.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Kustermann (Balanstrasse) S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016078712/21.

(160044193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Krealux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1725 Luxembourg, 28, rue Henri VII.
R.C.S. Luxembourg B 173.896.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 4 mars 2016 à Luxembourg

Résolution

1. En date du 4 mars 2016, l'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société de 31 rue Marie-Adelaïde, L-2128 Luxembourg à 28 rue Henri VII, L-1725 Luxembourg avec effet immédiat.

2. A cette même date, l'assemblée générale nomme Monsieur Mickaël Barbier, Administrateur de sociétés, né le 8 novembre 1988 à Toulouse (France) résidant au 28 rue Henri VII, L-1725 Luxembourg, en tant que Gérant unique de la Société avec effet immédiat.

3. Monsieur Mickaël Barbier, en tant que Gérant unique de la Société aura un pouvoir de signature illimité pour tout engagement pris pour le compte de la Société. Il s'engage à agir et à gérer la Société dans la limite des statuts de la Société et à agir en tant que bon père de famille.

Référence de publication: 2016078710/17.

(160044517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

SIS Brasil Exploit, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 193.018.

Suite à une cession de parts sociales en date du 1^{er} février 2016, le capital social se compose dorénavant comme suit:

Société Industrielle de Services (SIS)	15.000
LC Invest	4.000
NEOCAP, société par actions simplifiée, ayant son siège social à F-75010 Paris, 44, rue Vinaigriers	1.000
Total:	20.000 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

G.T. Experts Comptables S.à r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2016078966/17.

(160044089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Tsynergie Investment LTD., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 195.816.

EXTRAIT

Il est porté à la connaissance des tiers, que suivant les dispositions de la loi régissant les sociétés commerciales, comme amendée, et le contrat signé du 31 décembre 2015, que:

Monsieur Wanshou LI,

a cédé ses 625 parts sociales de valeur nominale EUR 0,50 chacune de la Société

à

SYN CAPITAL., LIMITED, une société constituée suivant les lois de Hong Kong sous la forme de «Limited Company by shares», enregistrée auprès de «Hong Kong Companies Registrar» sous le numéro 2203329 et ayant son siège social à 48-52, Des Vœux Road Central, Prosperous Building, Unit 1005, 10/F, HONG KONG.

Pour TSYNERGIE INVESTMENT LTD., S.à r.l.

LG@ vocats

MANDATAIRE

Référence de publication: 2016079027/20.

(160044459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Dimmi Si Belval S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 12, avenue du Rock'n Roll.
R.C.S. Luxembourg B 154.590.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire qui s'est déroulée au siège social de Esch/Alzette, le 18 janvier 2016 à 10.00 heures.

Les actionnaires de la société 'Dimmi Si Belval S.A.', représentant l'intégralité du capital social, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1) le mandat des administrateurs est reconfirmé et renouvelé:

- Monsieur Marco SGRECCIA,
demeurant à L-2533 Luxembourg, 77, rue de la Semois;
- Monsieur Fabio MAROCHI,
demeurant à L-4646 Niederkorn, 64, rue Saint-Pierre;
- Monsieur Vito LEOCI,
demeurant à L-5334 Moutfort, 6A, Um Kinert;
- Monsieur Franco ORSINO,
demeurant à L-5243 Sandweiler, 5, Vir Herel.

2) le mandat de l'administrateur-délégué est reconfirmé et renouvelé:

- Monsieur Franco ORSINO,
demeurant à L-5243 Sandweiler, 5, Vir Herel.

3) le mandat du commissaire aux comptes est reconfirmé et renouvelé:

- La société à responsabilité limitée 'Bureau MODUGNO s.à r.l.', ayant son siège social à L-3313 BERGEM, 130, Grand-Rue (RC B 35889).

4) Le mandat des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes, prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2022 statuant sur les comptes de l'exercice 2021.

Esch/Alzette, le 18 janvier 2016.

Les Actionnaires

Référence de publication: 2016079291/31.

(160044989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Danske Bank International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 14.101.

Extrait du procès-verbal d'assemblée générale annuelle en date du 9 mars 2016

Jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra le mercredi 8 mars 2017, les membres du conseil d'administration de Danske Bank International S.A sont:

1. Tony Thierry Andersen, né le 30 septembre 1964 à KØge, Danemark, dont l'adresse professionnelle est 2-12 Holmens Kanal, DK-1092 Copenhague, Danemark
2. Thomas Borg Dideriksen, né le 17 mars 1964 Glostrup, Danemark, dont l'adresse professionnelle est 13, rue Edward Steichen, L-2011 Luxembourg
3. Jens Peter Leschly Neergaard, né le 10 janvier 1964 à Gentofte, Danemark, dont l'adresse professionnelle est 2-12 Holmens Kanal, DK-1092 Copenhague, Danemark.

Le conseil d'administration décide de nommer à l'unanimité M. Tony Thierry Andersen, né le 30 septembre 1964 à KØge, Danemark, dont l'adresse professionnelle est 2-12 Holmens Kanal, DK-1092 Copenhague, Danemark, en qualité de président du conseil administration jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle qui se tiendra le mercredi 8 mars 2017.

Le conseil d'administration décide de nommer Deloitte Audit S.à.r.l, dont le siège social est situé 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, comme réviseur d'entreprises jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle qui se tiendra le mercredi 8 mars 2017.

Référence de publication: 2016079280/23.

(160045193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

**Swiss Real Estate Performance S.C.A. SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV
- Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 204.451.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twenty second day of January.

Before Us Maître Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

Squarpartner S.à r.l., a Luxembourg company, having its registered office at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B 199641,

here represented by Me Paul-Sébastien CARTERET, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a “société en commandite par actions” which such party declares to incorporate.

Title I. - Form and Name - Registered office - Duration - Corporate Object

Art. 1. Form and Name. There exists among the general manager and unlimited shareholder, actionnaire gérant commandité (the “General Manager”) and the limited shareholders, actionnaires commanditaires (the “Shareholders”), a société en commandite par actions organized as a société d'investissement à capital variable qualifying as a fonds d'investissement spécialisé under the name of SWISS REAL ESTATE PERFORMANCE S.C.A. SICAV-SIF (hereafter the “Company”), governed by the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended (the “1915 Law”), the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialized investment companies, as amended (the “2007 Law”) and the present articles of association (the “Articles”).

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Manager. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Manager. Where the General Manager determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the Shareholders.

The Company shall not come to an end in the event of the resignation, removal, dissolution or bankruptcy or insolvency of the General Manager.

Art. 4. Corporate object. The purpose of the Company is to invest the funds available to it in any kind of assets eligible under the 2007 Law with the aim of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of such assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the 2007 Law.

Title II. - Share Capital - Shares- Notes - Compartments

Art. 5. Share Capital. The share capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company and its Compartments (as defined below), if any. The initial share capital of the Company upon incorporation amounts to the equivalent in Swiss Francs of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000) divided into 10 (ten) management shares (the “Management Shares”) and 300 (three hundred) ordinary shares (the “Ordinary Shares”) fully paid-up and of no par value.

The Management Shares are exclusively reserved to the General Manager. The Ordinary Shares are offered to well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law (collectively the “Well-Informed Investors” and individually a “Well-Informed Investor”).

The minimum capital of the Company shall be the equivalent in Swiss Francs of one million two hundred and fifty thousand Euros (EUR 1,250,000), which must be reached within twelve months after the date on which the Company has been authorized in accordance with the 2007 Law.

Art. 6. Compartments. The Company is composed of one or more compartments (collectively the “Compartments” and individually a “Compartment”), in accordance with article 71 of the 2007 Law, each of them constituting a distinct pool of assets, managed in the exclusive benefit of the Shareholders of the relevant Compartment. The name of each Compartment shall comprise the first part of the name of the Company, followed by the denomination determined at the discretion of the General Manager.

The General Manager may, at any time, establish additional Compartment(s) and determine the name and specific features thereof (including, but not limited to investment objectives, policy, strategy and/or restrictions, specific fee structure, reference currency) as further set out in the private placement memorandum of the Company, as amended and updated from time to time (the “PPM”) and which shall be fully described in the relevant annex of the PPM (the “Compartment Specifications”), which forms an integral part of the PPM for purposes of the relevant Compartment.

The Company is one single legal entity. However, by way of derogation to article 2093 of the Luxembourg Civil Code and in accordance with the provisions of the 2007 Law, the assets of any given Compartment are only available for the satisfaction of the debts, obligations and liabilities, which are attributable to such Compartment. Amongst Shareholders, each Compartment is treated as a separate entity.

Art. 7. Classes of shares. The General Manager may, at any time, issue different classes of shares (collectively the “Classes” and individually a “Class”) in respect of each Compartment, which may carry different rights and obligations inter alia with regards to Well-Informed Investors, income and profit entitlements, redemption features, reporting obligations and/or fee and cost features as described in the Compartment Specifications.

Art. 8. Form of shares. The Company shall issue shares in registered form only.

All issued shares of the Company shall be registered in the share register which shall be kept with the Register and Transfer Agent of the Company (as defined in the PPM) and such register shall contain the name of each owner of registered shares (the “Shareholder(s)”), his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by him and the amount paid up on each fractional share.

The inscription of the Shareholder's name in the share register evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall normally not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding upon request.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the share register.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the share register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the share register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the General Manager from time to time.

The Company recognizes only one owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such shares(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Company. The General Manager has the right to suspend the exercise of all rights attached to such shares(s) until such attorney has been duly appointed. In the event that a share is registered in the name of more than one person, the first-named holder in the register shall be deemed to be the representative of all joint holders and shall alone be entitled to be treated as a holder of such share for all purposes, including without limitation, to receive notices from the Company.

The Company may decide to issue fractional shares, up to two decimal places. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of shares on a pro rata basis.

Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders by bank transfer unless otherwise decided by the General Manager.

Art. 9. Issue and subscription of shares. The shares may only be subscribed for by investors who comply with the status of Well-Informed Investor. The compliance of each subscriber with the status of Well-Informed Investor will be verified by the General Manager or any agent to which such function has been delegated by the General Manager.

The General Manager or any agent to which such function has been delegated by the General Manager, may at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Well-Informed Investor.

In addition to any liability under applicable law, each Shareholder who does not qualify as an Well-Informed Investor and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the General Manager, the other Shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Well-Informed Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Investors wishing to subscribe for shares in a Compartment shall execute a subscription agreement (the "Subscription Agreement"), which upon acceptance will be signed by the General Manager. Investors thus commit themselves to subscribing and accepting shares in accordance with the Articles as well as the terms and conditions set forth in the PPM.

The General Manager is authorized to issue, at any time, an unlimited number of additional shares in any Class and in any Compartment, without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued. Each newly issued share in one specific Class of one specific Compartment entitles its holder to the same rights and obligations of the holders of existing shares in the same Class of the same Compartment.

No additional Management Share may be issued.

Shares may be designated in series (each a series), each corresponding to a specific period of issuance, as determined for each Class in the relevant Compartment Specifications.

The shares of each Series within a specific Class will have the same characteristics as the shares of each other Series of that Class, differing only in respect of their issue date and thus in respect of any right or obligation based on such issue date.

The General Manager may impose conditions on the issue of shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Manager may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription level. The General Manager may also, in respect of a particular Compartment, levy a subscription charge and has the right to waive partly or entirely this subscription charge. Any conditions to which the issue of shares may be submitted shall be detailed in the PPM and, specifically, the relevant Compartment Specifications.

The issue price of shares is determined by the General Manager on a Class by Class basis as fully described in the relevant Compartment Specifications.

Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of the issue price. The issue price must be received before the issue of shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the General Manager and fully described in the relevant Compartment Specifications.

The General Manager may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law.

If an investor does not meet the payment requirements as fully described in the relevant Compartment Specifications, it will be in default and potentially suffer the consequences as provided for in respect of each Compartment and set forth in the relevant Compartment Specifications.

The General Manager will delegate to any duly authorized director, manager, officer or to any other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the issue price of any shares and to deliver the shares.

Art. 10. Transfer of shares. Shares are generally freely transferable between Well-Informed Investors but may be subject to such transfer conditions as set forth in the relevant Compartment Specifications.

Any transfer of registered shares shall be given effect by a written declaration of transfer to be inscribed in the share register, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Subject to the provisions of the paragraph above, any transfer of registered shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by the General Manager or any officer of the Company or by any other person duly authorized thereto by the General Manager.

The Management Shares are exclusively and mandatorily transferable upon replacement of the General Manager.

Art. 11. Restriction on ownership. The General Manager shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person not qualifying as a Well-Informed Investor, (b) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (c) any person in circumstances which in the opinion of the General Manager might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered. More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. Person", as defined hereafter.

For such purposes the Company may:

- 1) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registering would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person who is precluded from holding such shares;
- 2) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares;

3) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares at any meeting of Shareholders of the Company; and

4) where it appears to the Company that any person who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company or whom the Company reasonably believes to be precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, (i) direct such Shareholder to transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (ii) compulsorily redeem from any such Shareholder all shares held by such Shareholder in the following manner:

a) The Company shall serve a notice (hereinafter called the “Redemption Notice”) upon the shareholder holding such shares or appearing in the register as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such Shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

b) The price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the “Redemption Price”) shall be an amount equal to the Net Asset Value per share of shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with article 15 hereof less any service charge (if any). Where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the Redemption Price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the Redemption Price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provide the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

c) Payment of the Redemption Price will be made to the Shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant Class of shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

d) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term «U.S. Person» shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the “1933 Act”) or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S of the 1933 Act.

The General Manager may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

Art. 12. Redemption of Shares. The redemption of shares at the request of the Shareholders is not authorized.

The General Manager may, upon serving a Redemption Notice, decide to redeem the shares of any Shareholder and such Shareholder shall be obliged to sell its shares to the Company at the conditions determined in accordance with the contents of the PPM and, specifically, the relevant Compartment Specifications.

In the event that redemption on any given Valuation Date exceed 10% of the Net Asset Value of the Sub-Fund from which shares are to be redeemed, the General Manager may decide that the portion of the redemption exceeding 10% of the Net Asset Value of such Sub-Fund be deferred to the following Valuation Date and any subsequent Valuation Date for as long as redemption exceed 10% of the Net Asset Value of such Sub-Fund. In the case of deferrals all pending redemption will be reduced proportionally and, for any subsequent Valuation Date, outstanding deferred redemption will be dealt with prior to new redemption. The redemption will be settled at the Valuation Date on which the relevant shares are redeemed. Any deferred redemption will have priority over the redemption received on the following Valuation Date without prejudice of the 10% threshold mentioned hereabove.

Art. 13. Conversion of shares. The conversion of shares in a given Compartment into shares of another Compartment or the conversion (or switching) of shares of one Class into another Class within the same Compartment or of another

Compartment may be authorized on a Compartment by Compartment basis as well as on a Class by Class basis as set forth in the relevant Compartment Specifications.

The Management Share is not convertible.

Title III. - Net Asset Value

Art. 14. Valuation Date / Frequency of calculation of the Net Asset Value per share. The net asset value (the “Net Asset Value” or “NAV”) of shares shall be determined by the General Manager or, under its responsibility, by an agent designated by the General Manager in accordance with the requirements of Luxembourg law, as amended from time.

The Net Asset Value of the Company shall be determined in Swiss Francs, from time to time, but in no instance less than once per year, as the General Manager by regulation may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a “Valuation Date”).

Art. 15. Determination of Net Asset Value per share. The Net Asset Value of share of each Class shall be expressed in the reference currency of the relevant Class (and/or in such other currencies as the General Manager shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined as of any Valuation Date by dividing the net assets of the Company attributable to the relevant Class, being the value of the assets of the Company attributable to such Class less the liabilities attributable to such Class, on any such Valuation Date, by the number of shares of the relevant Class then outstanding, in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value per share shall be calculated up to two decimal places.

The Net Asset Value per share will be calculated and available not later than 100 (one hundred) days following the Valuation Date.

If, since the time of determination of the Net Asset Value on the relevant Valuation Date, there has been a material change in the valuations of the investments, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

I. The assets of the Company shall include (without limitation):

- a) properties or property rights registered owned by the Company;
- b) shareholdings in convertible and other debt securities of real estate companies as well as all securities, shares, bonds, debentures, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Company;
- c) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- d) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of properties, property rights, securities or any other assets sold but not delivered);
- e) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- f) all stock dividends, cash dividends and cash payments receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company, the General Manager or the Custodian;
- g) all rentals accrued on any real estate properties or interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;
- h) the formation expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- i) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

For the purpose of the determination of the Net Asset Value, the value of the Company's assets shall be determined as follows:

- a) Property assets will be valued by one or more independent appraisers annually and on such other days as the General Manager may determine in accordance with the methodology to be determined from time to time by the General Manager.
- b) The securities which are listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the last available publicised stock exchange or market value.
- c) The securities of real estate companies which are neither listed on a stock exchange nor dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the probable net realisation value (excluding any deferred taxation) estimated with prudence and in good faith by the General Manager.
- d) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.
- e) All other securities and other assets, including debt securities and securities for which no market quotation is available, are valued on the basis of dealer-supplied quotations or by a pricing service approved by the General Manager or, to the extent such prices are not deemed to be representative of market values, such securities and other assets shall be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Manager. Money market instruments held by the Company with a remaining maturity of ninety days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value.

f) The General Manager may, on a consistent basis, permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include (without limitation):

- a) all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;
- b) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
- c) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, managers fees, transfer agent fees, custodian fees, central administration fees and any other service providers fees);
- d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company, where the Valuation Date falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto; and
- e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law and Luxembourg generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company and may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

III. The value of all assets and liabilities not expressed in Swiss Francs will be converted into Swiss Francs at the relevant rates of exchange prevailing on the relevant Valuation Date. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the General Manager.

Real estate properties will be valued in conformity with the guidelines of the Royal Institute of Chartered Surveyors (RICS).

IV. In the determination of the Net Asset Value of shares:

- a) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Manager on the Valuation Date on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be an asset of the Company;
- b) shares of the Company to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company; and
- c) where on any Valuation Date the Company has contracted to:
 - i. purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;
 - ii. sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered by the Company shall not be included in the assets of the Company;
 provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the General Manager.

Art. 16. Temporary suspension of calculation of Net Asset Value per share and of issue of shares. The Company may suspend the calculation of the Net Asset Value of one or more Classes and, as the case may be, the issue, conversion and redemption of shares of such Class(es):

- a) during any period when one or more stock exchanges or markets which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Company are closed other than for, or during, holidays or if dealings are restricted or suspended or where trading is restricted or suspended; or
- b) during any period if, in the reasonable opinion of the General Manager, a fair valuation of the assets of the Company is not practical for reasons of force majeure or act of nature beyond the control of the General Manager; or
- c) during the existence of any state of affairs as a result of which the valuation of assets of the Company would be impracticable; or
- d) during any breakdown in excess of one week in the means of communication normally employed in determining the value of the assets of the Company; or
- e) when the central administration advises that the Net Asset Value of any subsidiary of the Company may not be determined accurately; or
- f) on publication of a notice convening an extraordinary general meeting of Shareholders for the purpose of resolving the liquidation of the Company; or
- g) when for any reason the independent property valuer advises that the prices of any investments cannot be promptly or accurately determined.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension shall be given by the Company to all the Shareholders affected, i.e. having made an application for subscription, conversion or redemption of shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

Any application for subscription, conversion or redemption of shares is irrevocable except in case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of the relevant Class, in which case Shareholders may give notice that they wish to

withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first applicable Valuation Date following the end of the period of suspension.

Suspended subscription, redemption and conversion applications, may be withdrawn by means of a written notice, provided the central administration receives such notice before a suspension is lifted.

Suspended subscription, redemption and conversion applications that have not been withdrawn shall be processed on the first Valuation Date after a suspension is lifted. Notice of the beginning and of the end of any period of suspension shall be given by the Company to all the Shareholders affected, i.e. having made an application for subscription, conversion or redemption of shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

Any application for subscription, conversion or redemption of shares is irrevocable except in case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of the relevant Class, in which case Shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first applicable Valuation Date following the end of the period of suspension.

Art. 17. Custodian Agreement. The Company shall enter into a custodian agreement with a bank, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws and the 2007 Law (the “Custodian”). All assets of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by the law.

In case of withdrawal, whether voluntarily or not, of the Custodian, the Custodian will remain in place until the appointment of another eligible credit institution as successor Custodian, such appointment to take place not more than 2 (two) months following the withdrawal of the original Custodian.

Title IV. - Administration

Art. 18. General Manager. The Company shall be managed by Squarpartner S.à r.l. in its capacity as General Manager. The General Manager may be dismissed by the general meeting of Shareholders, in accordance with the rules applicable to the amendment of these Articles.

Art. 19. Powers of the General Manager. The General Manager is invested with the broadest power to perform all acts of administration and disposition in compliance with the Company's corporate objects. All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Manager.

The General Manager shall, based upon the principle of spreading of risks, determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The General Manager shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

It shall have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Manager has, and shall have full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

The General Manager may, from time to time, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the holders of Ordinary Shares may not act on behalf of the Company without jeopardising their limited liability.

Most notably the General Manager may appoint an external alternative investment fund manager in the meaning of article 2 of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, as amended from time to time for the purpose of the management of the Fund and exercise of the powers granted by these Articles.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in the Articles, shall have the powers and duties given to them by the General Manager.

The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Manager, acting through one or more of its duly authorised signatories as designated by the General Manager at its sole discretion, or such person(s) to which such power has been delegated.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the above mentioned General Manager.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Manager from acting as manager of the Company, the Company shall not be dissolved and liquidated, provided a general meeting of Shareholders is held. At such general meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of the Articles, a successor General Manager. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

No contract or other transaction between the Company and any other company or entity shall be affected or invalidated by the fact that the General Manager or any other Shareholder, managers or officers of the General Manager is interested in, or is a shareholder, director, officer or employee of such other company or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business. The General Manager or such officers shall not by reasons of such affiliation with such

other company or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Title V. - General Meetings of Shareholders

Art. 20. Powers and voting rights. Any regularly constituted meeting of Shareholders (a “General Meeting”) shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Any resolution shall require the consent of the General Manager.

Each share entitles its holder to one (1) vote at any General Meeting.

Art. 21. Convening and participation. The annual General Meeting is held every year at the Company's registered office or at any other address in Luxembourg indicated in the convening notice. The annual General Meeting shall be held on the last business day of June at 2.00 pm (Luxembourg time) unless this day is a legal or a bank holiday, in which case the meeting shall be held on the next following business day.

The provisions of the 1915 Law relating to the notice periods, convening procedure as well as to the conduct of general meetings shall apply to the General Meetings of the Company, unless otherwise provided herein.

A General Meeting shall be convened by the General Manager pursuant to a notice setting forth the agenda and sent to the Shareholders by registered letter at least 8 (eight) calendar days prior to the meeting. The General Manager may determine any conditions which must be fulfilled by the Shareholders in order to participate in such General Meeting. Notices to the Shareholders will be made available at the Company's registered office and at the registered office of the Central Administration, free of charge.

If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of the meeting.

Shareholders representing one tenth of the share capital of the Company may impose on the General Manager to call a General Meeting.

A Shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a Shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

Each Shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

Each Shareholder may vote by way of voting forms provided by the Company. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution, three boxes allowing to (a) vote in favor, (b) vote against, or (c) abstain from voting. Voting forms must be sent back by the Shareholders to the registered office of the Company. Only voting forms received one (1) day prior to the General Meeting are taken into account for the calculation of the quorum. Voting forms which show neither a vote (in favor or against the proposed resolutions) nor an abstention are void.

Art. 22. Quorum and majority rules. Unless otherwise required by laws or by these Articles, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority of the votes cast subject to the provisions of article 20 hereabove.

The General Meeting may amend the Articles only if at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles as well as the text of any proposed amendments to the object or form of the Company. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened by means of notices published twice, at eight (8) days interval at least and eight (8) days before the meeting in the Mémorial and in 2 (two) Luxembourg newspapers. Such notices reproduce the agenda of the General Meeting and indicate the date and results of the previous General Meeting. The second General Meeting deliberates validly regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meeting, resolutions must be adopted by at least two-third of the votes cast subject to the provisions of article 20 hereabove.

The nationality of the Company may only be changed with the unanimous consent of the Shareholders.

Art. 23. Bureau and minutes. All General Meetings shall be chaired by the General Manager or by any duly authorized person designated by the General Manager.

The minutes of the General Meeting shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary appointed by the chairman and the scrutiny, elected by the General Meeting.

Art. 24. General Meetings of Compartment(s). The General Manager may at any time convene a General Meeting of one or several specific Compartment(s) in order to decide on any matter, which relate exclusively to such Compartment (s).

Legal provisions as well as provisions of these Articles relating to the General Meetings of the Company shall apply to the extent possible mutatis mutandis to the General Meetings of one or several specific Compartment(s).

Title VI - Accounts - Distributions

Art. 25. Accounting year and accounts. The accounting year of the Company shall commence each year on the first of January and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Each year, the General Manager prepares the annual report in compliance with the 2007 Law. Such annual report must include a balance sheet or a statement of assets and liabilities, a profit and loss account, a report on the activities of the past financial year as well as any significant information.

The annual accounts shall be approved by the annual General Meeting.

Copies of the annual reports may be obtained free of charge by any person at the registered office of the Company.

Art. 26. Reference currency. The Company shall prepare consolidated accounts in Swiss Francs. For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Compartment shall, if not denominated in Swiss Francs, be converted into Swiss Francs and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the Compartments.

Art. 27. Auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor “réviseur d'entreprises agréé” appointed by the General Manager and remunerated by the Company.

The auditor shall fulfill the duties prescribed by the 2007 Law.

Art. 28. Distributions. The annual General Meeting shall approve the profit allocation proposed by the General Manager in accordance with the allocations rules set out in the PPM and in particular as set forth in each Compartment Specifications.

The General Manager may in its discretion decide to pay interim dividends at any point in time unless otherwise provided for in the PPM and, in particular, as set forth in the relevant Compartment Specifications.

Distributions shall be paid in Swiss Francs or in the base currency of a Compartment and at such time and place that the General Manager shall determine from time to time.

No distribution may be made which would result in the Net Asset Value of the Company to fall below the minimum capital required by the 2007 Law.

Title VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 29. Term, Liquidation and Merger of Compartments. The Compartments may be created for any undetermined period or for a fixed period as provided for in the PPM and, specifically, in the relevant Compartment Specifications. In case a Compartment is created for a fixed period, it will terminate automatically on its maturity date provided for in the relevant Compartment Specifications.

The General Manager may also decide to liquidate 1 (one) Compartment if the net assets of such Compartment have decreased to, or have not reached, an amount determined by the General Manager to be the minimum level for such Compartment to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the Compartment concerned would justify such liquidation. All Shareholders will be notified by the Company of any decision to liquidate the relevant Compartment prior to the effective date of the liquidation and the notice will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations.

In the same circumstances as provided above, the General Manager may decide to terminate 1 (one) Compartment and contribute its assets into another existing or new Compartment. The General Manager may organize the merger of 2 (two) or more Compartments if it believes that such a course of action is in the best interests of the Shareholders of the relevant Compartments. Affected Shareholders will be notified of any such decision and relevant information in relation to the new Compartment. Notice will be provided at least 1 (one) month before the date on which the merger becomes effective in order to enable Shareholders to request that their shares be redeemed, without any fees or costs, before the merger is completed.

Where assets are to be contributed to another collective investment vehicle, the merger will be binding only on Shareholders in the relevant Compartment who expressly consent to such merger.

Where the General Manager does not have the authority to do so or where the General Manager determines that the decision should be put to the Shareholders for their approval, the decision to liquidate or to merge a Compartment shall instead be taken at a General Meeting of the relevant Compartment. In such an event, the General Meeting of the Compartment shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the simple majority of the shares represented at such General Meeting subject to the provisions of article 20 hereabove.

Shareholders will be notified by the Company of any resolution to proceed with liquidation or merger at least 1 (one) month before the effective date of the liquidation or merger of the Compartment in order to enable Shareholders to request redemption or conversion of their shares, without any fees or costs, before the liquidation or merger of the Compartment takes place.

As soon as the decision to liquidate or merge a Compartment is taken, the issue of shares in such Compartment is prohibited and shall be deemed void.

Each Compartment may be separately dissolved without impacting any other Compartment. The dissolution of the last Compartment causes ipso jure the liquidation of the Company.

Art. 30. Dissolution and liquidation of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting resolving in the conditions prescribed for the amendment of these Articles. The Company shall also be dissolved upon dissolution of the last existing Compartment.

Whenever the share capital falls below two third of the minimum capital indicated in article 5 above, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the General Meeting by the General Manager. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the simple majority of the shares represented at such General Meeting.

Whenever the share capital falls below one quarter of the minimum capital indicated in article 5 above, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the General Meeting by the General Manager. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 25% of the shares represented at such General Meeting.

Where the holding of a General Meeting is required in accordance with the paragraphs above, such General Meeting must be convened so that it is held within a period of 40 (forty) days from the assessment that the net assets of the Company have fallen below two third or one quarter of the legal minimum, as the case may be.

In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding on such dissolution and subject to the approval of the CSSF. The operations of liquidation will be carried out pursuant to Luxembourg applicable laws.

Art. 31. Liquidation proceeds. The net proceeds of liquidation corresponding to each Compartment shall be distributed by the liquidator(s) to the Shareholders of the relevant Compartment in accordance with the rules applicable to the allocation of profits in such Compartment.

Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Luxembourg "Caisse de Consignation".

Art. 32. Consolidation/Splitting of shares. The General Manager may consolidate shares of different Classes within a Compartment or split the shares of a Compartment into two or more different Classes. A consolidation or split may also be resolved by a General Meeting of the Compartment concerned deciding, without any quorum requirements, at the simple majority of the shares present or represented subject to the provisions of article 20 hereabove.

Title VIII. - General

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory dispositions

1. The first accounting year begins on the date of incorporation of the Company and will end on 31 December 2016.
2. The first annual general meeting of Shareholders will be held in 2017 with regards to the accounting year ending on 31 December 2016.

Subscription and payment

The subscriber has subscribed for the following shares in the Company:

Management Shares	10
Ordinary Shares	300
Total shares:	310

The shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount equivalent in Swiss Francs of EUR 31,000.- (thirty-one thousand Euros) is from now on at the free disposal of the Company, evidence of which was given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand three hundred euros (EUR 2,300.-).

Extraordinary general meeting Decisions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

First resolution

The registered office of the Company is 42 Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg].

Second resolution

PricewaterhouseCoopers Luxembourg, with registered office at 2, rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg is appointed as external auditor of the Company.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English.

WHEREUPON, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by the surname, first name, civil status and residence, said proxy-holder signed together with the notary the present original deed.

Signé: P-S. CARTERET, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 26 janvier 2016. 2LAC/2016/1732. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 2 février 2016.

Référence de publication: 2016076847/571.

(160042010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Swiss Real Estate Performance S.C.A. SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 204.451.

—
RECTIFICATIF

Le soussigné Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), déclare par les présentes que dans l'acte de constitution reçu par son ministère, en date du 22 janvier 2016, enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 26 janvier 2016, relation: 2LAC/2016/1732, non encore déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, pour compte de la société en commandite par actions sous la forme d'une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé "SWISS REAL ESTATE PERFORMANCE S.C.A. SICAV-SIF", établie et ayant son siège social à 42 Rue de la Vallée - L-2661 Luxembourg, non encore inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

il y a lieu de procéder à la rectification suivante suite à une erreur matérielle:

IL Y A LIEU DE LIRE:

Second resolution:

"PricewaterhouseCoopers, with registered office at 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register section B under number 65477 is appointed as external auditor of the Company."

AU LIEU DE:

Second résolution:

"PricewaterhouseCoopers Luxembourg, with registered office at 2, rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg is appointed as external auditor of the Company."

Le notaire soussigné requiert la mention de cède rectification partout où cela s'avère nécessaire.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 03 mars 2016. Relation: 2LAC/2016/4700. Reçu douze euros 12,08 €.

Le Receveur (signé): ...

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2016.

Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2016076848/33.

(160042010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

**Sky (Cologne) Propco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Goodman Shadow Logistics (Lux) S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 173.885.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND SIXTEEN, ON THE FIFTEENTH DAY OF THE MONTH OF FEBRUARY.
Before Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

(1) Sky Investment Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 196.582; and

(2) LC Holdings Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 199.221

(the "Shareholders"),

each represented by Maître Perrine Reinhart, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, pursuant to two (2) proxies which shall be registered together with the present deed,

being the shareholders of Goodman Shadow Logistics (Lux) S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B173.885 (the "Company"), incorporated on 18 December 2012 pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of 7 February 2013, number 304.

The articles of association of the Company have been amended for the last time on 12 December 2014 by deed of Maître Carlo Wersandt, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy de Luxembourg, published in the Mémorial number 268 of 2 February 2015.

The appearing parties, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

1. The Shareholders hold all the 12,500 shares in issue in the Company so that the total share capital is represented and resolutions can be validly taken by the Shareholders.

2. The items on which resolutions are to be taken are as follows:

1. Change of the corporate denomination of the Company to Sky (Cologne) Propco S.à r.l. and amendment of article 1 of the articles of association of the Company which shall read as follows:

" Art. 1. Denomination. There is formed a private limited liability company under the name "Sky (Cologne) Propco S.à r.l." which will be governed by the laws pertaining as such entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of August 10th 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

2. Amendment and restatement of the articles of association of the Company in their entirety so that they shall read as set forth in the second resolution and in particular the corporate object of the Company (article 2) which shall be amended as follows:

" Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise

or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.”

Thereafter the following resolutions were passed by the Shareholders of the Company:

First resolution

The Shareholders resolved to amend Article 1 of the articles of association of the Company so that Article 1 of the articles of association of the Company reads as set out in item 1. of the above agenda.

Second resolution

The Shareholders resolved to fully amend and re-state the Company’s articles of association and in particular the corporate object of the Company so that such articles of association shall read as follows:

Art. 1. Denomination. There is formed a private limited liability company under the name “Sky (Cologne) Propco S.à r.l.” which will be governed by the laws pertaining as such entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of August 10th 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its own shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,600.-

The undersigned notary who understands and speaks German and English states herewith that on request of the above appearing parties the present deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the German and the English texts, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

IM JAHRE ZWEITAUSENDSECHZEHN, AM FÜNFZEHNTE TAG DES MONATS FEBRUAR.

Vor der unterzeichnenden Notarin Maître Cosita Delvaux, mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, sind erschienen:

(1) Sky Investment Holdco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg unter der Nummer B196.582; und

(2) LC Holdings Holdco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg unter der Nummer B199.221

(die „Gesellschafter“),

hier vertreten durch Maître Perrine Reinhart, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxembourg, aufgrund zwei (2) privatschriftlichen Vollmachten, welche vorliegender Urkunde beigelegt sind um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden,

als Gesellschafter der Goodman Shadow Logistics (Lux) S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg, unter der Nummer B173.885 (die «Gesellschaft»), gegründet am 18. Dezember 2012 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Jean-Joseph Wagner, Notar wohnhaft in Sanem, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das «Mémorial») am 7. Februar 2013, Nummer 304.

Die Satzung der Gesellschaft wurde am 12. Dezember 2014 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Carlo Wersandt, Notar wohnhaft in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial am 2. Februar 2015, Nummer 268 abgeändert.

Die Erschienenen geben, in Ausübung ihres obenerwähnten Amtes, folgende Erklärungen ab und ersuchen den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

1. Die Gesellschafter halten alle 12.500 von der Gesellschaft ausgegebenen Gesellschaftsanteile, so dass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist und die Gesellschafter wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entscheiden können.

2. Die Punkte über die ein Beschluss getroffen werden soll sind die folgenden:

1. Änderung des Gesellschaftsnamen der Gesellschaft in Sky (Cologne) Propco S.à r.l. und Abänderung von Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft, sodass dieser wie folgt lautet:

„ **Art. 1. Gesellschaftsname.** Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Sky (Cologne) Propco S.à r.l.“ (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.“

2. Änderung und Neuformulierung der kompletten Satzung der Gesellschaft, sodass diese wie im zweiten Beschluss beschrieben lautet, und besonders des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft (Artikel 2) der wie folgt lautet:

„ **Art. 2. Gesellschaftszweck.** Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.“

Danach wurden folgende Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter haben beschlossen Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie im ersten Punkt der Tagesordnung beschrieben.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter haben beschlossen die komplette Satzung der Gesellschaft zu ändern und umzuformulieren und besonders der Gesellschaftszweck der Gesellschaft, sodass die Satzung der Gesellschaft wie folgt lautet:

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Sky (Cologne) Propco S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen

welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je ein Euro (EUR 1).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine eigenen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung. der Anteile Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testa-

mentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten 1. Januar und endet am einunddreißigsten 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragene Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragene Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u. a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund dieser Akte entstehen, werden ungefähr abgeschätzt auf EUR 1.600,-.

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen und deutschen Sprache kundig ist, bestätigt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgebend ist.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Vollmachtnehmer der erschienenen Partei, hat derselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. REINHART, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 16 février 2016. Relation: 1LAC/2016/5224. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 22. Februar 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016069836/533.

(160032891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

CDS Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 204.152.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the sixteenth of February.

Before us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

SR Investments LP, an exempted Limited Partnership having its registered office at c/o Stuarts Corporate Services Ltd., P.O. Box 2510, Grand Cayman KYI - 1104, Cayman Islands.

here represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in under private seal.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name CDS Investments S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters (3/4) of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall [not] have a casting vote.

17.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision**Art. 20. Auditor(s).**

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2016.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

All the twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by SR Investments LP, aforementioned, for the total amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred Euro (EUR 1,200.-).

Resolutions of the shareholders

The incorporating shareholders, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, have passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:

(i) Mr. Kemal AKYEL, born in Beringen (Belgium) on 02/06/1977, professionally residing at 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

(ii) Mrs. Jennika LINDHOLM, born in Berlin (Germany) on 16/03/1981, professionally residing at 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day specified at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le seize février.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

SR Investments LP, une société constituée existante selon les lois de Cayman Islands, ayant son siège social au c/o Stuarts Corporate Services Ltd., B.P 2510, Grand Cayman KUI-1104, Cayman Islands, dûment représentée,

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration données sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps aux autorités d'enregistrement.

La partie comparante a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'il souhaite constituer avec les statuts suivants:

A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme légale. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «CDS Investments S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, ou autres entités commerciales ou entreprises, et de toute autre forme d'investissement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières, instruments financiers ou actifs de tout type, ainsi que la détention, l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de son portefeuille.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 La Société peut, excepté par voie d'appel publique à l'épargne, lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4 Un objet supplémentaire de la Société est l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg soit ailleurs, y compris par le biais de détention directe ou indirecte de participations dans des sociétés à Luxembourg ou étrangères, l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

2.5 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Dans la même commune, le siège social peut être transféré au moyen d'une décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg au moyen d'une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec les activités normales de la Société à son siège social, le siège social pourra transférer provisoirement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera une société Luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire concernant l'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour inspection. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats de cet enregistrement peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

7.4 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

7.5 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

7.6 En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants représentant les trois quarts des droits des survivants. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant ou à tout autre héritier légal de l'associé décédé.

C. Décisions des associés

Art. 8. Décisions collectives des associés.

8.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

8.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

Art. 9. Assemblées générales des associés. Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale des associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que précisé dans la convocation [à cette assemblée générale. D'autres assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations [aux assemblées générales] correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des

associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 10. Quorum et vote.

10.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

10.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées avec le même agenda et les décisions sont valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Art. 11. Changement de nationalité. Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

D. Gérance

Art. 13. Pouvoirs du gérant unique - Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

13.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance.

13.2 Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au «conseil de gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au «gérant unique».

13.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 14. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.

14.1 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui détermine sa (leur) rémunération, le cas échéant, et la durée de son (leur) mandat.

14.2 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) et peu(ven)t être librement révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Art. 15. Vacance d'un poste de gérant.

15.1 Dans l'hypothèse où un poste de gérant deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, la faillite, la démission ou pour tout autre motif, cette vacance peut être pourvue de manière temporaire et pour une période ne pouvant excéder celle du mandat initial du gérant remplacé par les gérants restants jusqu'à la prochaine assemblée des associés appelée à statuer sur la nomination permanente, conformément aux dispositions légales applicables.

15.2 Dans l'hypothèse où la vacance survient alors que la Société est gérée par un gérant unique, cette vacance est comblée sans délai par l'assemblée générale des associés.

Art. 16. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

16.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

16.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

16.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 17. Conduite des réunions du conseil de gérance.

17.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

17.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

17.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

17.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

17.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance.

17.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'une voix prépondérante.

17.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 18. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance; procès-verbaux des décisions du gérant unique.

18.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou par deux (2) gérants. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président ou par deux (2) gérants.

18.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

Art. 19. Rapports avec les tiers. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature du gérant unique, ou, si la Société a plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux (2) gérants, ou (ii) par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

E. Audit et surveillance

Art. 20. Commissaire(s) - réviseur(s) d'entreprises agréé(s).

20.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

20.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

20.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

20.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

20.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 21. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 22. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

22.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

22.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

22.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

22.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

22.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

22.6 Les distributions aux associés sont effectuées en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 23. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

23.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

23.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

G. Dissolution - Liquidation

Art. 24. Dissolution.

24.1. La Société peut être dissoute à tout moment, avec ou sans cause, par une résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution de l'assemblée générale des associés prise par un vote de la majorité des associés, représentant au moins soixante-quinze (75%) pour cent du capital social de la Société.

24.2. La Société ne peut être dissoute par le décès, la suspension des droits civils, l'insolvabilité ou la faillite d'un associé.

Art. 25. Liquidation.

25.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 24 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

25.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les associés en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 25. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 Décembre 2016.
2. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et paiement

Toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises ont été intégralement souscrites par SR Investments LP, prénommée, pour un montant total de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par un apport en numéraire, de sorte que le montant douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Résolutions de l'associé unique

L'associé fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, a adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérant pour une durée indéterminée:
 - (i) Monsieur Kemal AKYEL, né à Beringen (Belgique) le 2 juin 1977, résidant professionnellement au 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg;
 - (ii) Madame Jennika LINDHOLM, né à Berlin (Allemagne) le 16 mars 1981, résidant professionnellement au 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande du comparant que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande du même comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, passé à Junglinster à la date figurant en tête des présentes.

L'acte ayant été lu au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire du comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 18 février 2016. Relation GAC/2016/1216. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2016071469/519.

(160035239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2016.

KPMG Services, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 39, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 204.408.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-third day of February.

Before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

KPMG Luxembourg, a société coopérative governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Trade and Companies Register under number B 149133,

here represented by Mr. Carlo Jentgen, Director, with professional address at 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal, given in Luxembourg on 3 February 2016.

The above mentioned proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as above stated, has drawn up the following articles of incorporation of a limited liability company.

Art. 1. There is hereby established a société à responsabilité limitée under the name of “KPMG Services” (the “Company”).

The Company will be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments hereto and by the present Articles of Incorporation.

Art. 2. The corporate object of the Company is to

- Act as professional of the financial sector, operator of secondary network systems and of information systems of the financial sector, in the framework of article 29-4 of the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time.

- Archiving/hosting services that comprise the secure storage of data and/or physical documents in compliance with Luxembourg laws and regulations; process, transfer, store and back-up data in or from information systems and communication networks as well as install, implement, maintain and repair information systems and communication networks of Financial Sector Entities and perform any other activities related or useful to any of the activities permitted by article 29-4 of the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended.

- Data services, consisting in, upon reception of external requests for stored data, extracting the requested data, and delivering reports, including added-value analysis.

- Provide services in the scope of consulting such as information infrastructure products and solutions, consulting and services and support as well as administrative services.

The purpose of the Company is also to provide one or more of the following services according to Art 29-1 of the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended:

- Production, in tangible form or in the form of electronic data, of confidential documents intended for the personal attention of clients of credit institutions, PFSs, payment institutions, insurance undertakings, reinsurance undertakings, contributors, members or beneficiaries of pension funds and investors in UCIs, SIFs, investment companies in risk capital and authorised securitisation undertakings;

- Maintenance or destruction of documents referred to in the previous indent;

- Communication to persons referred to in the first indent, of documents or information relating to their assets and to the services offered by the professional in question;

- Management of mail giving access to confidential data by persons referred to in the first indent.

Art. 3. The registered office of the Company is in the City of Luxembourg and may be transferred by a resolution of the shareholders to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg and, if extraordinary events occur, even outside the

Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary transfer will not affect the nationality of the Company which will remain a Luxembourg one.

Art. 4. The Company is established for an unlimited period.

Art. 5. The issued capital of the Company is set at EUR 50,000.- (fifty thousand euro) divided into 50,000 (fifty thousand) shares with a par value of EUR 1.- (one euro) each, all of which are fully paid-up.

Art. 6. Each share confers to its holder an equal right in accordance with the number of existing shares in the benefits and in the assets of the Company.

Art. 7. The Company is managed and controlled by at least one manager, who is designated by the shareholders. The powers of each manager and the duration of his mandate are determined by the shareholders.

Managers may be dismissed ad nutum by the general meeting of shareholders.

The Company shall be bound by the signature of the sole manager or by the joint signature of two managers should the Company be managed by several managers.

Art. 8. The Company's financial year runs from October 1st to the last day of September of the following year.

Art. 9. Each year, at the end of the financial year, the manager(s) will draw up an inventory of assets and liabilities, a balance sheet containing a summary of this inventory and the profit and loss account.

Art. 10. The credit balance, registered by the annual inventory of assets and liabilities, after deduction of the general expenses, social charges, remunerations of the manager(s), amortizations and provisions for commercial risks, represents the net profit.

On the annual net profit 5% (five per cent) shall be allocated to the legal reserve; this allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to 10% (ten per cent) of the issued capital of the Company.

The remaining balance of the net profit shall be at the disposal of the shareholders.

Interim dividends may be declared and paid.

Art. 11. The Company will not be dissolved by death, interdiction or bankruptcy of one of the shareholders or of a manager.

Art. 12. The heirs, the representatives, the assignees or the creditors of the shareholders may under no pretext request the affixing of seals on the property and the documents of the Company and in no manner interfere in the administration of the Company. They have to refer to the property reports of the Company.

Art. 13. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Transitory Provisions

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of September 2016.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares has been 100% (one hundred per cent) paid in cash as follows:

Shareholder	Subscribed capital	Number of shares	Amount paid-in
KPMG Luxembourg, Société coopérative	EUR 50,000.-	50,000	EUR 50,000.-
Total	EUR 50,000.-	50,000	EUR 50,000.-

The amount of EUR 50,000.- (fifty thousand euro) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The amount of costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand three hundred (EUR 1,300.-).

Extraordinary general meeting

The appearing party, representing the entire subscribed capital of the Company, acting in lieu of the general meeting of shareholders, has immediately taken the following resolutions:

First Resolution

The registered office of the Company is established at L-1855 Luxembourg, 39, Avenue John F. Kennedy.

Second resolution

The number of managers is set at 2 (two) and are appointed as managers for an indefinite period:

a) Mr. Pascal Denis, consultant, born on 4 June 1970 in Huy, Belgium, with professional address at 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

b) Mr. Michael Hofmann, consultant, born on 8 February 1966 in Munich, Germany, with professional address at 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

The undersigned notary, who knows and speaks English, stated that on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the date referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status, and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le vingt-trois février.

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

KPMG Luxembourg, une société coopérative régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce sous le numéro B 149133, ici représentée par Monsieur Carlo Jentgen, Directeur, avec adresse professionnelle au 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 3 février 2016;

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, demeure annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme mentionné ci-dessus, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination «KPMG Services» (la «Société»).

La Société sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et par les présents statuts.

Art. 2. L'objet de la Société est de

- Agir comme professionnel du secteur financier, opérateur de systèmes de réseaux secondaires et de systèmes informatiques du secteur financier, dans le cadre de l'article 29-4 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée.

- Prester des services d'archivage qui comprennent la mise en mémoire sécurisée de données et/ou documents physiques en conformité avec les lois et réglementations du Grand-Duché de Luxembourg; ouvrir, transférer, mémoriser/stocker et sauvegarder des données dans ou de systèmes informatiques et de réseaux de communications aussi bien que d'installer, implémenter, maintenir et réparer des systèmes informatiques et des réseaux de communication de sociétés du secteur financier et d'exercer toutes autres activités liées ou utiles à toute les activités permises par l'article 29-4 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée.

- Prester des services relatifs aux données, qui consistent dans, sur réception de demandes externes pour données stockées, l'extraction des données demandées, et dans la fourniture de rapports avec analyses à valeur ajoutée.

- Prester des services dans le cadre de conseils tels que produits et solutions d'infrastructure informatique, conseils et services et support aussi bien que services administratifs.

L'objet de la Société est aussi de prester un ou plusieurs des services suivants selon l'article 29-1 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée:

- Production, dans une forme saisissable ou dans la forme de données électroniques, de documents confidentiels destinés à l'attention personnelle de clients d'établissements de crédit, de professionnels du secteur financier (PSF), d'agents de paiement, de sociétés d'assurances et de réassurances, de contributeurs, de membres ou bénéficiaires de fonds de pension et d'investisseurs dans des UCI (Undertakings for Collective Investments), SIF (Société d'Investissement Financier), de sociétés d'investissement en capital risque et de sociétés de titrisation autorisées;

- Maintenance ou destruction de documents évoqués au paragraphe précédent;

- Communication aux personnes évoquées au premier paragraphe, de documents ou informations concernant leurs avoirs et les services offerts par le professionnel en question;

- Gestion du courrier sous quelque forme que ce soit donnant accès à des données confidentielles par des personnes évoquées au premier paragraphe.

Art. 3. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg et peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg sur décision des associés, et en cas d'événements extraordinaires, la Société pourra transférer le siège social à l'étranger. Un tel transfert temporaire n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle demeurera une société de droit luxembourgeois.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le capital émis de la Société est fixé à EUR 50.000,- (cinquante mille euros) divisé en 50.000 (cinquante mille) parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune, celles-ci étant entièrement souscrites et libérées.

Art. 6. Chaque part sociale confère à son porteur un droit identique, conformément au nombre de parts sociales existantes, dans les profits et avoirs de la Société.

Art. 7. La Société est gérée et administrée par au moins un gérant qui est nommé par les associés. Les pouvoirs de chaque gérant et la durée du mandat sont fixés par les associés.

Les gérants sont révocables *at nutum* par l'assemblée générale des associés.

La Société sera engagée par la signature individuelle du gérant unique ou par la signature conjointe de deux gérants si la Société est gérée par plusieurs gérants.

Art. 8. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} octobre et s'achève le dernier jour de septembre de l'année suivante.

Art. 9. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et le(s) gérant(s) dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif, un bilan contenant un résumé de cet inventaire ainsi que le compte de profits et pertes.

Art. 10. Le solde créditeur résultant de cet inventaire des éléments de l'actif et du passif, après déduction des frais généraux, charges sociales, rémunérations des gérants, amortissements et provisions pour risques commerciaux, constitue le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice net, il sera prélevé au moins 5% (cinq pour cent) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale; cette affectation cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteindra 10% (dix pour cent) du capital émis de la Société.

Le solde du bénéfice net, après affectation à la réserve légale, est à la disposition des associés.

Des acomptes sur dividende peuvent être déclarés et versés.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction ou la faillite d'un des associés ou d'un gérant.

Art. 12. Les héritiers, représentants, mandataires ou créiteurs personnels des associés ne peuvent sous aucun prétexte provoquer la liquidation de la Société, ni saisir les biens et les documents de la Société, ni intervenir dans la gestion de la Société. Ils doivent se référer aux rapports de la Société.

Art. 13. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux lois, en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le dernier jour de septembre 2016.

Souscription et Paiement

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés par la partie comparante, les parts sociales de la Société ont été souscrites et la valeur nominale de ces parts sociales a été payée à 100% (cent pour cent) en espèces ainsi qu'il suit:

Associés	Capital souscrit	Nombre de parts	Montant libéré
KPMG Luxembourg, Société coopérative	EUR 50.000,-	50.000	EUR 50.000,-
Total	EUR 50.000,-	50.000	EUR 50.000,-

Le montant de EUR 50.000,- (cinquante mille euro) est donc à ce moment à la disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont estimés à environ mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Assemblée générale extraordinaire

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital souscrit de la Société, agissant au lieu de l'assemblée générale des associés, a immédiatement adopté les résolutions suivantes:

Première Résolution

Le siège social de la Société est établi au 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Deuxième Résolution

Le nombre de gérants est fixé à deux (2) et sont nommés gérants pour une période indéterminée:

a) Monsieur Pascal Denis, consultant, né le 4 juin 1970 à Huy, Belgique, avec adresse professionnelle au 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

b) Monsieur Michael Hofmann, consultant, né le 8 février 1966 à Munich, Allemagne, avec adresse professionnelle au 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande mandataire de la comparante, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même mandataire et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte

Signé: C. Jentgen, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 1^{er} mars 2016. GAC/2016/1601. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): N. DIEDERICH.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 7 mars 2016.

Référence de publication: 2016075963/227.

(160040949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

AlpInvets Secondaries Fund (Lux Euro Feeder) VI SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 204.440.

—
STATUTS

Extrait du contrat social du 26 février 2016

AlpInvest Secondaries VI Lux GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social se situe au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202.084 (l'Associé Gérant-Commandité); et

AlpInvest Secondaries VI GP, LLC, une société à responsabilité limitée (limited liability company) de droit de l'état de Delaware, États-Unis d'Amérique, ayant Corporation Service Company agissant en tant qu'agent agréé (registered agent), dont le siège social se situe au 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington (New Castle), Delaware 19808, États-Unis d'Amérique, immatriculée au Registre de la Division des Corporations de l'état du Delaware sous le numéro 5832439 (ensemble avec l'Associé Gérant-Commandité, les Associés Commandités),

ont signé, le 26 février 2016, le contrat social (le Contrat Social) d'une société en commandite spéciale (la Société) dont est extrait ce qui suit:

1. Forme. Il est établi une société en commandite spéciale.

2. Dénomination. La dénomination de la Société est «AlpInvest Secondaries Fund (Lux Euro Feeder) VI SCSp».

3. Siège Social. Le siège social de la Société est établi au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4. Objet social. L'objet social de la Société est d'identifier, acquérir, détenir, gérer et disposer d'investissements ainsi que d'accomplir toute autre activité qui puisse être légalement entreprise par une société en commandite spéciale constituée sous la Loi de 1915, y compris conclure, faire et exécuter tout contrat et autres engagements et d'entreprendre dans toutes les activités et transactions et de prendre toutes les actions nécessaires, appropriées, souhaitables, accessoires ou utiles pour l'avancement ou la réalisation de l'objet social tel que décrit ci-dessus ou tout autre but autorisé sous la Loi de 1915 ou la poursuite de toute disposition comprise dans ce contrat social et de procéder à tout acte et mesure accessoires liés, y compris l'investissement des fonds de la Sociétés dans l'attente de leur emploi ou déboursement.

5. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

6. Responsabilité des Associés. Commandités de la Société Les Associés Commandités sont personnellement et solidairement responsables avec la Société pour tout le passif de la Société qui ne peut être couvert par les actifs de la Société.

7. Gestion de la Société. La Société est gérée par l'Associé Gérant-Commandité.

Tous les pouvoirs seront exercés par l'Associé Gérant-Commandité.

8. Autorité. L'Associé Gérant-Commandité aura pleins pouvoirs pour mener et approuver pour la Société tous les actes et opérations compatibles avec l'objet social de la Société.

L'Associé Gérant-Commandité peut déléguer l'exécution d'une partie de son autorité à un tiers par procuration spéciale.

9. Représentation. La Société sera engagée par la seule signature de son Associé Gérant-Commandité.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AlpInvest Secondaries VI Lux GP S.à r.l.

Référence de publication: 2016076227/41.

(160041801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Rina Re S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 148.995.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale ordinaire tenue à Luxembourg le 8 mars 2016

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'élire Administrateurs:

- Mlle Antonella Salerno, Administrateur de catégorie A
- Mlle Concetta Alibrandi, Administrateur de catégorie A
- M. Michele Morseletto, Administrateur de catégorie B

Leur mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée Générale Annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2016.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide, conformément aux dispositions de l'article 94 de la loi modifiée du 7 décembre 2015, de nommer Réviseur Indépendant de la société:

Atwell

2, rue de Drosbach

L-3372 Leudelange

Jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice se terminant le 31 décembre 2016.

Rina Re S.A.

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2016077436/25.

(160042526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Fortune Real Estate, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.522.

Die alleinige Gesellschafterin teilt mit, dass Herr Rolf Zarnekow mit Wirkung zum 15. Februar 2016 als Geschäftsführer der Gesellschaft zurückgetreten ist.

Die alleinige Gesellschafterin hat beschlossen, Herrn Denis Troshanin, beruflich ansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, mit Wirkung zum 16. Februar 2016 auf unbegrenzte Zeit als zusätzlichen Geschäftsführer zu bestellen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016077877/13.

(160043428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.
